

Numéro 72 - 24 mai 2016

**Le gouvernement de guerre du Canada organise  
une foire d'armements**

**Fermez la foire d'armements  
meurtriers de CANSEC!**



**Le gouvernement de guerre du Canada organise une foire d'armements**

- Fermez la foire d'armements meurtriers de CANSEC!
  - L'insoutenable légèreté de Stéphane Dion
- *Matthew Behrens*

---

**Le gouvernement de guerre du Canada organise une foire d'armements**

**Fermez la foire d'armements  
meurtriers de CANSEC!**

La foire annuelle d'armements organisée par l'Association canadienne des industries de la défense et de la sécurité a lieu du 25 au 26 mai à Ottawa. Des manifestations seront organisées pendant trois jours à Ottawa et le 25 mai à Montréal pour s'opposer au bellicisme et faire entendre la voix antiguerre des Canadiens.

## Calendrier des événements



### Ottawa

**Marche de bienvenue aux criminels de guerre**

**Mardi 24 mai — 17h à 19h**

York and Sussex

[Facebook](#)

**Piquet devant la foire d'armements**

**Mercredi 25 mai — 7h30 à 13h**

*Organisé par Homes not Bombs (Des logements, pas des bombes), NOWAR/PAIX, Raging Grannies, et Les amis du Country contre la guerre et la répression.*

[Facebook](#)

**Non à l'accord sur les armements avec l'Arabie saoudite –  
Manifestation lors du déjeuner-causerie du ministre de la Défense**

**Jeudi 26 mai — 7h à 8h30**

EY Centre, 4899 Uplands Drive

*Endorsed by No War/Paix and the Ottawa Peace Assembly*

[Facebook](#)

### Montréal

**Manifestation : Non à la foire de l'industrie d'armements de  
CANSEC**

**Mercredi 25 mai – 11h30 à 13h30**

Devant le Complexe Guy-Favreau, (Métro-Place-D'Armes ou Métro-Place-des-arts)

200 boulevard René-Lévesque Ouest

<http://echecalaguerre.org>

CANSEC est une des plus grandes foires d'armements d'Amérique du Nord et elle met en vedette cette année des monopoles d'armements des États-Unis, du Canada et d'autres pays de même que des représentants de différents États fauteurs de guerre. On comptera parmi eux des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et d'Israël de même que de pays notoires pour leur répression du peuple comme l'Inde, l'Égypte et la Colombie. La foire de CANSEC cette année comprend des « événements comprenant repas avec comme orateurs de

hauts fonctionnaires gouvernementaux et des personnalités de niveau ministériel ». Cela comprend un déjeuner le 26 mai avec comme orateur invité le ministre de la Défense Harjit Sajjan et un dîner le même jour où la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement Judy Foote va prendre la parole.



Dans son communiqué de presse, Échec à la guerre écrit :

« CANSEC16, ce sera 700 kiosques des plus importantes industries militaires et 'sécuritaires' dans le monde, offrant leur produits de destruction, de mort, d'intimidation et de surveillance à plus de 11 000 délégués et 61 délégations étrangères, dont plusieurs représentent des pays qui sont parmi les plus critiqués pour leurs violations systématiques des

droits de la personne. Parmi les grands commanditaires de cette foire, on remarque notamment les entreprises CAE et Bombardier, de même que la Corporation commerciale canadienne, celle-là même qui a conclu la vente de 'véhicules blindés légers' pour plus de 15 milliards de dollars à l'Arabie saoudite...»

C'est le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion qui a signé les permis d'exportation pour expédier des véhicules qui représentent 11 des 15 milliards \$ du contrat de vente signé avec l'Arabie Saoudite par le gouvernement Harper en 2014.

Homes not Bombs, une des organisations qui tiennent ces actions populaires contre CANSEC, écrit:

« En plus d'accueillir les plus grands manufacturiers d'armements dans le monde, CANSEC recevra également des compagnies qui profitent du contrôle des frontières, de la militarisation des forces policières, du refoulement des réfugiés, du complexe industriel des prisons et de la surveillance de masse. Bref, il s'agira d'un rassemblement toxique célébrant la répression, le racisme et la guerre. »

Parmi les participants cette année il y aura 331 exposants, près de 400 participants du gouvernement et des forces armées du Canada, six ministres du cabinet et 76 représentants d'États étrangers. Selon CANSEC, 846 réunions « de développement des entreprises » se tiendront pendant ces deux jours.



Le gouvernement de guerre de Justin Trudeau y enverra des représentants des institutions suivantes: Corporation commerciale canadienne, Affaires mondiales Canada, Ministère de la Défense nationale, Recherche et développement pour la défense Canada, Innovation, Sciences et développement économique Canada (anciennement Industrie Canada) et Travaux publics et services gouvernementaux Canada. Le « Pavillon du gouvernement du Canada » est divisé en trois sections: : « développement et recherche en défense », « vendre au Canada » et « exportations dans le secteur de la défense ».

Homes not Bombs écrit:

« Malgré un changement de gouvernement, la tendance guerrière de l'État canadien demeure intacte et est même mieux servie par les libéraux, qui ont apposé leur signature à un contrat de vente de 15 milliards de dollars de véhicules blindés meurtriers au champion mondial de la décapitation, le régime de l'Arabie saoudite (qui est aussi en train de commettre des crimes de guerre horribles contre le peuple du Yémen). Pendant ce temps, l'industrie canadienne des armements continue de vendre des milliards de dollars de matériel aux États-Unis, le plus important commanditaire du terrorisme d'État dans le monde. Justin Trudeau et Stéphane Dion ont envoyé un message clair aux marchands de mort du Canada : continuez comme vous le faisiez sous Harper, sans vous soucier de notre rhétorique occasionnelle sur les droits de la personne. Elle ne s'appliquera pas aux vendeurs d'armements canadiens dont la rentabilité s'appuie sur le marché étranger des instruments de torture et de terrorisme fournis à des dictatures et des juntas militaires, de même qu'aux « démocraties » qui les appuient.

Il nous incombe donc à nouveau de dire NON au commerce des armements. Et ce NON ne doit PAS être un appel en faveur de 'contrôles à l'exportation' ou de 'contrôles des armes' ou de 'limitations sur les armements'. Car la seule revendication claire et précise qui a du sens est simplement le désarmement. Une façon, pour le Canada, de mettre fin aux assassinats en masse, aux bombardements aveugles et à d'autres atrocités est de cesser la production des instruments de ce terrorisme. De plus, quiconque se préoccupe des changements climatiques ne peut que reconnaître que les forces militaires mondiales constituent l'une des pires sources d'émission de gaz à effet de serre et demeurent exemptes des accords sur ces questions. »



---

## L'insoutenable légèreté de Stéphane Dion

- *Matthew Behrens* -

À la fin mai, l'équipe de Trudeau et, plus précisément, son futile ministre des Affaires mondiales, Stéphane Dion, échoueront probablement deux examens importants de politique étrangère qui remettront en question leur capacité de respecter le droit national et international. Le premier est la venue d'un criminel de guerre et l'autre est la tenue d'une foire de torture et de terrorisme de masse à Ottawa.



Le 26 mai, un homme responsable de complicité de crimes de guerre atroces, Henry Kissinger, arrivera à Toronto, ainsi qu'un autre sombre personnage, Shimon Peres, pour prendre la parole à la rencontre incroyablement nommée Spirit of Hope des Amis du Centre Simon Wiesenthal. (Les lecteurs de cette rubrique se rappellent sans doute les égoportraits vulgaires récemment pris avec Kissinger par les ministres libéraux Mélanie Joly et Navdeep Bains, qui sont extrêmement insultants pour les victimes de Kissinger.)

Apparemment, les gens du Centre Wiesenthal, qui est reconnu pour sa traque des nazis, sont prêts à oublier le passé sanglant de Kissinger, y compris sa collusion avec d'anciens nazis pour discuter de l'éventuel renversement du gouvernement ouest-allemand dans les années 1970. La balle est

maintenant dans le camp de Stéphane Dion : il a la possibilité d'empêcher Kissinger d'entrer au pays à cause du doute très raisonnable que l'ancien secrétaire d'État américain est complice de crimes de guerre. Mais fera-t-il respecter la loi ou poursuivra-t-il la vieille ligne de pusillanimité des libéraux ?

La dernière fois que les libéraux ont fait face à l'épreuve de Kissinger, en 1999, ils ont échoué. À l'époque, un comité de Toronto, Kissinger Out of Canada, a imploré le ministre des Affaires étrangères d'alors, Lloyd Axworthy d'exercer les pouvoirs que lui confère la *Loi sur les crimes de guerre* pour interdire l'entrée au Canada à Kissinger ou bien, ce qui était préférable, de procéder à son arrestation en vertu de l'article sur l'aide et l'encouragement de cette loi.

### **Axworthy déroge aux exigences de la loi**

À cette époque, l'éternel nombriliste Axworthy qui ruminait ses propres idées d'« interventionnisme humanitaire » et de « responsabilité de protéger » (deux concepts qui ont mis un bonhomme-sourire aux bombardements en tapis d'autres pays), a déclaré : « En fin de compte, la seule façon d'inciter les gens à cesser de commettre des atrocités est de leur faire comprendre qu'un jour quelque part, ils en seront tenus responsables ». Mais Axworthy a refusé d'agir. Les membres du comité Kissinger Out of Canada n'ont eu d'autre choix que de tenter d'arrêter eux-mêmes ce criminel de guerre, mais avant qu'ils aient pu accomplir leur mission, la police de Toronto a arrêté quatre membres du comité. C'est n'est que sept mois après le départ de Kissinger qu'Axworthy a pris la peine de répondre aux lettres du comité. Il l'a félicité de se préoccuper des crimes de guerre tout en le sermonnant que le « Canada ne considère pas [Kissinger] comme un criminel de guerre ».

En même temps qu'Axworthy dérogeait à la loi dans l'affaire Kissinger, il traversait un de ses nombreux épisodes de troubles dissociatifs et reniait ses paroles pompeuses sur l'arrêt des atrocités en refusant d'annuler des licences d'exportation déjà signées pour le régime brutal de Suharto en Indonésie, qui était en train d'intensifier sa guerre génocidaire contre le peuple du Timor oriental. À une époque où même les États-Unis et l'Union européenne avaient cessé leurs livraisons d'armes, Axworthy persévérait. C'est un autre exemple de la prosternation libérale devant l'industrie de guerre et le militarisme, dont la longue histoire comprend la campagne de Lester Pearson pour doter le Canada d'armes nucléaires et le financement de la fabrication et des essais des missiles de croisière au Canada par Trudeau père. Un exemple récent de cette tradition est le refus de Dion de reconnaître les crimes de guerre clairement documentés du régime saoudien au Yémen. Dion a assuré lui-même que le matériel de guerre d'une valeur de 15 milliards de dollars produit au Canada— qui devrait sortir de la ligne d'assemblage de l'usine de General Dynamics de London --ne servirait pas à des fins de guerre et a signé les permis d'exportation de véhicules blindés équipés de canons de 105 mm.



Alors que les libéraux (et, à leur honte, le NPD) ont fait campagne sur le refus d'annuler ce qu'ils

prétendaient être un accord coulé dans le béton conclu par les conservateurs de Harper, il a été découvert qu'ils mentaient. L'accord n'avait pas été signé par Harper et Dion avait toujours la possibilité de stopper cette vente à la lumière non seulement des preuves des violations flagrantes des droits humains par le régime saoudien mais aussi de l'appui de ce régime aux forces que le Canada s'est engagé publiquement à combattre en Syrie et en Irak. Parce qu'il s'agissait d'une « question de principe » selon le premier ministre Trudeau, Dion a signé l'accord ce mois-ci, deux semaines seulement après avoir rompu le pain à l'ambassade saoudienne dans le cadre d'une collecte de fonds pour Centraide d'Ottawa. On ne sait pas si Centraide a rejeté ce prix du sang ou l'a simplement accepté comme étant le prix à payer pour faire des affaires dans un monde hostile.

## La foire commerciale du terrorisme

Et donc, alors que l'usine de London en Ontario va commencer à sortir ses véhicules meurtriers (que Trudeau appelle « jeeps » et l'ancien ministre des Affaires étrangères John Manley des « camions sophistiqués »), il est peu probable que Dion fera quoi que ce soit pour stopper la foire de torture et de terrorisme de masse appelée CANSEC16 qui se tiendra au Centre EY d'Ottawa les 25 et 26 mai. Ce rassemblement annuel de l'industrie de guerre du Canada, ainsi que des entreprises qui tirent des profits de la surveillance de masse, du contrôle des frontières, de la militarisation des forces de police et de l'interception des réfugiés, attend plus de 11 000 visiteurs et 61 délégations internationales.

Étant donné la nature de l'époque, quand les voies ensoleillées signifient que nous ne nous vantons pas de nos mains ensanglantées de la même manière que le gouvernement Harper, CANSEC a cessé de s'enorgueillir (comme elle le faisait dans le passé) des poids lourds internationaux qui viendront contempler les dernières technologies de meurtres de masse. La symbolique d'accueillir les Saoudiens publiquement ne plairait pas beaucoup.



CANSEC accueille chaque année des délégations internationales en collaboration avec la Corporation commerciale canadienne, avec la capitale de la décapitation du proche orient, l'Arabie saoudite, en tête de liste. Les autres réguliers violateurs des droits humains qui ont été officiellement invités avec fierté en 2015 incluent le Bahreïn (où selon Amnesty International, « les enfants sont systématiquement détenus, maltraités et torturés »), le Koweït (la répression des femmes, la torture), Israël (dont les violations sont bien documentées par le Comité public contre la Torture en Israël, en plus des crimes de guerre documentés par Amnesty International), le Mexique (où l'usage de la torture a augmenté de 600 % au cours de la dernière décennie), Oman (Human Rights Watch rapporte que ce pays a « systématiquement bafoué les droits » et que « la torture est devenue réponse instinctive de l'État à l'expression politique »), les Émirats Arabes

Unis (où la torture est monnaie courante et où 75 % des détenus sont victimes d'abus), le Royaume-Uni (fortement complice des programmes de transfert et de torture) et les États-Unis (

voir les rapport du Sénat des États-Unis sur la brutalité « impitoyable » de leur « guerre contre le terrorisme »).

Le pays hôte de CANSEC, le Canada, est également complice de la torture de ses propres citoyens (tel qu'établi par deux enquêtes judiciaires distinctes ainsi que par des jugements de la Cour suprême et de la Cour fédérale) ainsi que de l'expulsion vers la torture.

Le ministre de la guerre, Harjit Sajjan, participera à cette foire et viendra sans aucun doute y parler de l'objectif des libéraux d'une armée moins lourde et plus efficace, tout en maintenant le financement de la guerre à la hauteur de plus 20 milliards de dollars par an. Les participants discuteront probablement aussi des plans pour transférer l'entraînement et le développement militaires dans la région de la capitale nationale. En effet, le gouvernement étudie actuellement le transfert des centres de formation de Cold Lake en Alberta au nord d'Ottawa en territoire Algonquin traditionnel non cédé. Mais en un exemple classique de comment ruiner les respectueuses « relations de nation à nation » que Trudeau ne cesse de promettre d'établir, le colonel Mike Barker du Centre d'essais techniques (Aérospatiale), actuellement en Alberta, a déclaré avec enthousiasme que faire des essais de bombes téléguidées et faire sauter des trucs juste au nord d'Ottawa serait parfait, parce que « il ne faut pas aller très loin au nord d'Ottawa pour voir qu'il n'y a pratiquement rien ». Autre que, bien sûr, des peuples autochtones qui vivent sur ces terres jamais cédées à la couronne. C'est la continuité du principe colonial historique de la *Terra Nullius* (l'idée que ces terres étaient vierges lorsque les colonisateurs ont débarqué sur leurs côtes).

## La conviction irresponsable

Tout cela est justifié en vertu de ce que Dion appelle sa politique de « conviction responsable », une forme tordue d'illogisme qu'il a défendu dans un discours absolument étrange qu'il a tenu le 29 mars. Dion parle du Canada qui contribue à « un monde plus pacifique et prospère », qui respecte les droits humains, et en particulier les droits des femmes et des réfugiés (deux groupes qui sont des victimes disproportionnées des fabricants et des acheteurs d'équipements de guerre de CANSEC). Selon le mantra de Dion, il est bon de défendre ce qui est bon d'un point de vue éthique sauf lorsque les marchés dictent autre chose. Par conséquent, Dion attaque les pacifistes avec sa doctrine, parce que celui qui « préconise la non-violence en toutes circonstances » ne montre pas le genre de « responsabilité » que Dion croit que les grands acteurs du monde devraient exercer.

Un bel exemple de sa compréhension simpliste des événements de l'histoire mondiale, Dion reprend la thèse coloniale classique que « si le pacifisme à la manière de Gandhi, par exemple, a pu donner des résultats face à une démocratie britannique qui doutait de la légitimité de son empire, il est évident qu'il aurait entraîné des conséquences désastreuses face aux armées hitlériennes ». Ici, Dion joue le rôle de l'intellectuel malhonnête qui cherche des faux-fuyants : quelle preuve a-t-il en main que les Britanniques « doutai(en)t de la légitimité de (leur) empire » alors que leur présomptueux règne mondial( « le soleil ne se couche jamais sur l'empire britannique ») a été si clairement apprécié par leurs maîtres et bénéficiaires coloniaux ? Puis Dion a le culot de lancer le non-argument classique que Gandhi n'aurait pas réussi si les Britanniques n'étaient pas de ces beaux et nobles gaillards, effaçant ainsi le courage et l'ingéniosité du peuple indien qui a mis fin au contrôle britannique après des décennies d'organisation et de sacrifices. Dion ignore également les atrocités de masse commises par les Britanniques contre les peuples de l'Inde lors de la campagne de libération, notamment à Amritsar, où les troupes britanniques ont ouvert le feu sur des manifestants pacifiques, tuant plus de 1000 personnes et en blessant d'innombrables autres.

Comme le rapporte *The Independent* :

« Quand Mahatma Gandhi a lancé sa campagne de résistance pacifique, [Winston] Churchill s'est mis en colère et a dit qu'il ' doit être couché pieds et poings liés aux portes de Delhi, puis piétiné par un énorme éléphant avec le nouveau vice-roi assis sur son dos '. Comme la résistance prenait de l'ampleur, il a annoncé : ' Je déteste les Indiens. Ils sont un peuple cruel avec une religion cruelle. ' Cette haine a causé de nombreuses morts. Pour ne citer qu'un exemple important parmi tant d'autres, en 1943, une famine a éclaté au Bengale, causée, comme l'a prouvé l'économiste lauréat du Prix Nobel Amartya Sen, par les politiques impériales des Britanniques. Jusqu'à trois millions de personnes sont mortes de faim tandis que les fonctionnaires britanniques suppliaient Churchill d'acheminer des approvisionnements alimentaires vers la région. Il a refusé carrément. Il s'est mis en colère en disant que c'était leur propre faute s'ils ' se reproduisent comme des lapins '. Une autre fois, il a dit ce fléau va ' simplement ' réduire la population. »

Churchill n'a certainement jamais douté de la légitimité de la suprématie blanche impériale. Mais l'approche de Dion face au monde rappelle la chanson de musique country, « *You Can Feel Bad If It Makes You Feel Better*. » ( Tu peux te sentir mal si cela te permet de te sentir mieux) Dion est un passionné réticent des empires, un sauveur colonial blanc qui, de temps en temps, en a des scrupules. En effet, sa doctrine énonce clairement à de nombreuses reprises qu'il partage « la même conviction que le gouvernement précédent » mais utilise simplement différents moyens d'atteindre les mêmes objectifs cruels.

### **Dion échoue en histoire**

Dion est également fautif quant au déroulement de l'histoire. Comme cela a été documenté à maintes reprises, dans de nombreux cas où la résistance non violente de masse a été employée contre le régime nazi, l'approche pacifique a en fait fonctionné. Comme l'ont documenté des personnes telles que Gene Sharp et Erica Chenoweth, la non-violence fonctionne aussi bien contre les dictateurs et les démocrates, car elle a pour effet de désarmer le pouvoir et d'enlever le consentement des gouvernés. Peut-être que Dion ne connaît pas le refus massif des enseignants norvégiens d'introduire l'idéologie nazie ni l'histoire remarquable des épouses de Berlin qui, au milieu de la guerre, ont tenu tête à la Gestapo, et occupé une place publique importante jusqu'à ce que leurs époux juifs leur soient rendus.

Mais Dion et ses libéraux ne vont pas se soumettre aux faits alors qu'ils se contorsionnent comme des pretzels pour justifier l'injustifiable. « J'aimerais bien sûr vivre dans un monde exempt d'armes », gémit le coupable Dion, en jouant le rôle du Canadien innocent à l'étranger dans un monde rempli d'acteurs malveillants. « Malgré cette conviction pacifique, je dois tenir compte du monde réel si je souhaite être un décideur responsable. »

Dion se sent mal par le fait qu'il est de connivence avec des tueurs sanguinaires, mais tout réaliste et responsable qu'il est, il dit qu'il faut se pincer le nez et ainsi procéder :

« Nous n'éprouvons aucun plaisir à garder un dialogue avec des régimes autoritaires. Nous aimerions évidemment que le monde entier ne soit composé que de démocraties exemplaires. Mais notre monde est très imparfait, et pour l'améliorer, il faut s'y engager les yeux ouverts, et non pas s'en retirer. Les conséquences d'un retrait ne sont positives pour personne. »

Encore une fois, Dion qui pour quelque raison s'attribue la réputation d'être un universitaire érudit, ne tient pas compte de l'histoire. L'apartheid en Afrique du Sud a pris fin par une combinaison de la résistance héroïque de son peuple ainsi que l'isolement international dû aux sanctions commerciales. Est-ce que Dion aurait continué de fournir 'armes et pétrole au régime



d'apartheid d'Afrique du Sud, comme le Canada continue de le faire avec le régime d'apartheid israélien ? Apparemment oui.

En outre, Dion refuse de reconnaître le fait que, si le monde est un endroit effroyable, c'est en partie en raison du rôle joué par les politiques de ce pays, de l'exportation d'armes et la destruction causée par l'industrie minière du pays sur les terres autochtones ici et à l'étranger, le soutien indéfectible aux coups d'État et aux dictatures en Haïti et au Honduras, en Égypte et en Syrie (oui, les agences de sécurité de l'État canadien ont utilisé les cachots de la Syrie comme trou noir pratique pour torturer les citoyens canadiens).

La complicité du Canada aux atrocités commises à l'étranger a été récemment montrée encore une fois lors de l'assassinat de la dirigeante indigène, Berta Cáceres, au Honduras. Les fonctionnaires canadiens des « voies ensoleillées » ont confirmé qu'ils ont été « bouleversés » par son assassinat et celle de son collègue Nelson García, et ont offert leurs condoléances. Mais la famille Cáceres a rejeté ces condoléances, et comme l'a souligné l'organisation persévérante, Rights Action :

« Depuis son appui au coup d'État en 2009, le gouvernement du Canada a maintenu des relations politiques complètes avec les régimes post-coup d'État, en fermant les yeux sur la répression, la corruption et l'impunité d'État largement documentées, tout en travaillant activement (notamment la signature d'un accord de ' libre-échange ' avec le régime) pour accroître les investissements canadiens au Honduras dans les domaines de l'exploitation minière, la construction d'un barrage hydro-électrique, le tourisme, les usines d'exploitation de la main d'oeuvre bon marché, etc. »

Ces faits ne font pas partie du monde de conviction responsable de Dion. Ils sont tout simplement des conditions « réelles » avec lesquelles les idéalistes doivent s'accommoder pour s'entendre.

Et ainsi, alors que des milliers d'acheteurs d'armes se précipitent à CANSEC, il semble évident que Dion qui soutient l'idée que « le Canada doit être un architecte de la paix équitable et résolu », ne sera pas parmi les manifestants qui se rassembleront à l'entrée de la foire d'armements. Mais vous pouvez faire partie des manifestations ce jour-là, si vous habitez dans la région, ou si vous pouvez en organiser une devant les centaines de nombreuses entreprises d'armements partout au pays. Tout va débiter à Ottawa le mardi 24 mai à 17 heures par une marche de bienvenue aux criminels de guerre, qui fera la tournée des hôtels qui sont les hôtes des invités de CANSEC, suivie d'une manifestation le 25 mai, de 7h30 à 13 heures, devant les portes de CANSEC. Des détails et plus d'informations sont disponibles auprès de Homes Not Bombs à [tasc@web.ca](mailto:tasc@web.ca).

*Matthew Behrens est un écrivain indépendant et défenseur de la justice sociale qui coordonne le réseau d'actions directes non violentes, Home not Bombs. Il a travaillé en étroite collaboration avec ceux qui sont ciblés depuis de nombreuses années par le profilage de « sécurité nationale » du Canada et des États-Unis.*

*(Rabble.ca, le 28 avril 2016)*



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**